

Réflexions et recherches pour alimenter le débat : Les grands enjeux de l'humanité

J'ai souhaité voir comment différents organismes influents abordaient ce thème

Enjeux de la société, de l'humanité, de la planète ?

Loup Francart - Le général (2S)

Loup Francart, spécialisé dans les domaines de l'intelligence stratégique, de la gestion de crise, de la sécurité et de l'intelligence économique, dirige la société Eurocrise.)

Les enjeux de société :

Chaque société se réfère au sentiment de partager avec les autres citoyens un destin commun, comme le rappelle Patrick Weil, politologue³. Vivre ensemble, c'est non seulement partager des valeurs communes, mais également avoir une même vision de l'avenir. Notre société a aujourd'hui des difficultés à partager ces mêmes valeurs. A côté des valeurs universelles évoquées plus haut, d'autres valeurs sont apparues, propres à telle ou telle communauté. Le vivre ensemble se heurte au vivre pour soi. Ceci se manifeste également par l'évolution des mêmes valeurs traditionnelles qui sous-tendent notre société. La notion d'égalité devient trop souvent un égalitarisme d'avantages, la notion de liberté se confond avec un individualisme sans limite, et la notion de fraternité se traduit par une solidarité abstraite, universelle, qui va de l'omerta des gangs à l'acceptation, voire l'encouragement d'actes inciviques. Certes, vivre ensemble, c'est accepter la différence comme un enrichissement, mais encore faut-il que ce sentiment soit réciproque.

.../...

Hormis les enjeux politiques, économiques, démographiques, qui sont loin d'être négligeables et qui participent du « tout social », il faut s'intéresser en priorité à cette question essentielle : comment retrouver du vivre ensemble et une réelle unité, malgré ces divergences fondamentales qui se manifestent dans notre société ? Mais, en amont des problèmes liés à la fracture entre l'individu et la collectivité, dans une société devenue urbaine, avec des aspirations très différenciées, se pose la question de la sécurité sociétale. La violence urbaine est devenue omniprésente et les réponses ne sont que fragmentaires et faites d'annonces sans lendemain, faute d'une vision politique globale.

Les grands enjeux mondiaux – Cycle de conférences 2015 par SciencesPo destiné aux dirigeants et cadres d'entreprises

Il s'agit de " comprendre les grands équilibres mondiaux pour construire une stratégie en s'appuyant sur des analyses transversales touchant à différents domaines d'expertises (sciences politique, économique, finance, sociologie, philosophie,...

- La mondialisation est une rupture majeure dans l'évolution des relations internationales, souvent mentionnée, mais rarement comprise dans ses implications et sa complexité.

Bien des facteurs historiques expliquent pourquoi les « États occidentaux » ont eu tant de mal à s'y adapter. Dès lors, les diplomaties occidentales (tout comme les acteurs économiques et sociaux) ne savent pas y faire face, faisant alterner, au contraire des puissances émergentes, peur, fantasmes, crispation identitaire, mépris, humiliations, voire arrogance. Incapables de définir cette politique de l'altérité devenue indispensable, les acteurs mentionnés essuient dangereusement méfiance et même violence.

Ce mécanisme pathologique, véritable cercle vicieux dans lequel sont enfermées nos diplomaties, sera analysé dans ses composantes.

- Les propriétés des territoires des villes et des états sont connues mais sont-elles encore pertinentes pour comprendre les territoires des marques qui s'imposent via les réseaux numériques ? L'objectif de cette conférence-débat sera de présenter les concepts et les repères nécessaires pour élaborer des choix stratégiques, pour piloter des politiques de données, de traces et de réputation urbaines.

- Demain, quels prix serons-nous prêts à payer l'énergie disponible pour couvrir nos besoins ?

Désormais, l'achat d'énergie et l'optimisation des approvisionnements deviennent des enjeux de taille pour toute entreprise.

Pour Centrale :

Les générations futures répondront ainsi aux grands enjeux du XXI^e siècle par la science et la

technologie, mises au service du développement durable des sociétés humaines par de nouveaux ingénieurs éclairés.

7 thèmes majeurs :

- **Énergie** : notamment renchérissement et raréfaction des énergies fossiles ;
- **Environnement** : entre autres, sous l'angle des équilibres environnementaux ;
- **Santé et biotechnologies** : l'ingénieur au coeur de problématiques des sciences de la vie et des systèmes de santé ;
- **Information et connaissance** : impact des technologies de l'information et de la communication sur la société et son organisation ;
- **Territoires : bâtir durable** : le développement durable est une composante essentielle dans la construction, notamment au travers de nouvelles normes environnementales ;
- **Transport et Mobilité** : la mondialisation des échanges et l'accélération des moyens de transport engendrent une demande de plus en plus forte de mobilité ;
- **Mutations économiques** : financiarisation des économies, délocalisation, commerce équitable, etc.

Fondation des défis globaux et de l'Université d'Oxford :

Les menaces qui pèsent sur l'humanité ne manquent pas à en croire un groupe de chercheurs de la Fondation des défis globaux et de l'Université d'Oxford. En tout, ils ont listé 12 dangers capables de faire disparaître l'humanité d'ici 100 ans.

"C'est une évaluation scientifique de la possibilité du néant, certes, mais surtout, c'est un appel à l'action fondé sur l'hypothèse que l'humanité est capable de relever les défis et de les transformer en opportunités", ont-ils écrit.

Les 12 dangers qui menacent l'humanité

Risques actuels - un changement climatique extrême - une catastrophe écologique majeure - une guerre nucléaire - une chute du système mondial : les systèmes politiques et économiques actuels semblent de plus en plus fragiles et devraient encore traverser de graves crises, d'après les scientifiques. - une pandémie mondiale : elle pourrait rapidement se mettre en place compte tenu de la densification des populations et des moyens de transports modernes. L'infection se répandrait ainsi très vite à l'échelle du globe. Risques exogènes - l'impact d'une météorite : si sa taille dépassait celle des Pays-Bas, les conséquences seraient de l'ordre de l'extinction, d'après les estimations des scientifiques. - l'éruption d'un super-volcan est aussi un risque à prendre en considération : le plus connu est celui du parc de Yellowstone, dont l'éruption serait 1.000 fois plus puissante que celle d'un volcan classique. Dans ces deux cas envisagés par les chercheurs, les conséquences climatiques seraient désastreuses. Nous connaissons un épisode comparable à celui qui a éradiqué les dinosaures il y a 65 millions d'années.

Risques émergents - une intelligence artificielle devenue incontrôlable - l'utilisation des nanotechnologies dans la mise au point de nouvelles armes - l'utilisation de la biologie synthétique : elle pourrait mener à la création d'un organisme pathogène en laboratoire qui ciblerait les humains ou une composante clé de l'écosystème. Cela pourrait avoir des effets dévastateurs. - une menace encore inconnue, de possibles effets secondaires de notre activité sur Terre que nous ne réalisons pas encore.

Risque de politique globale - une mauvaise gouvernance mondiale, que ce soit par son inefficacité face à des enjeux cruciaux comme la pauvreté ou sa volonté de créer une situation dramatique comme la mise d'un place d'une dictature à échelle mondiale. "La technologie, les changements politiques et sociaux peuvent permettre la construction de nouvelles formes de gouvernance, pour le meilleur ou pour le pire", peut-on lire à ce sujet dans le rapport. Des défis à relever

Pour tous ces risques, les chercheurs ont tenté d'estimer la probabilité d'un impact dit "infini", c'est-à-dire à même de mettre fin à notre civilisation ou à l'humanité elle-même, d'ici 100 ans. L'intelligence artificielle échappant à tout contrôle pourrait arriver en tête des menaces si les auteurs ne doutaient pas de sa réalisation. Les ordinateurs actuels ne sont pas prêts de renverser l'humanité. Non, la menace la plus préoccupante est celle que nous ignorons.

Chez DuPont :

Chez DuPont, nous pensons qu'une politique d'innovation inclusive peut permettre de trouver les réponses aux plus grands enjeux auxquels l'humanité fait face aujourd'hui.

- Ensemble, nous pouvons nourrir la planète,
- Ensemble, nous pouvons bâtir un avenir énergétique sûr,
- Ensemble, nous pouvons protéger ce qui compte le plus.

Réseau international Lebreton :

En tant que Réseau international Lebreton, nous n'avons ni la vocation ni la possibilité d'apporter des réponses globales. Notre engagement pour le changement social consiste à faire connaître l'expertise de terrain, à mettre en communion ceux qui, à partir d'une certaine vision de l'Homme, agissent pour un développement humain, intégral et solidaire.

Yves Berthelot propose d'identifier les grands défis qui se posent actuellement dans un monde globalisé et auxquels nous devons apporter des réponses : les nouveaux rapports de force, la faim, l'environnement, le respect des droits de l'homme. Il s'agit de proposer des alternatives construites, cohérentes et concrètes.

La fin de la domination occidentale

Le basculement s'opère au niveau économique (la sortie de crise de l'Amérique latine, d'Afrique et surtout de l'Asie est plus réussie que celle de l'Europe ou des États-Unis), mais aussi au niveau politique :
- L'échec de Copenhague est de ce point de vue emblématique, il n'a pas été possible d'obtenir un consensus sur ce que les pays de l'OCDE jugeaient essentiel en échange de promesses d'aide aux pays du Sud.

- Le Brésil et la Turquie ont signé, début 2010, un accord sur la procédure d'échange de combustible nucléaire avec l'Iran, contre la volonté des États-Unis et de l'Union européenne. La peur de l'Amérique se réduit.

La première conséquence de ce basculement est qu'à un monde hégémonique dominé par les États-Unis succède un monde multipolaire dont il faut repenser la gouvernance.

La deuxième conséquence est qu'il faut réapprendre à négocier.

Une troisième conséquence sera peut-être une affirmation des spécificités régionales et du principe de subsidiarité.

La société civile

Les organisations de la société civile ont elles aussi à faire face à de vrais défis de gouvernance et de comportement. Les organisations occidentales, auparavant détentrices de l'argent et du savoir, peinent à imaginer un rôle autre au sein de la solidarité internationale. La société civile se renforce et doit être à même d'assumer des responsabilités. C'est un domaine de dialogue et de coopération prometteur.

Le système économique

L'économie sociale de marché, en vigueur en Europe de l'Ouest dans les années 1950-1970, permettait la croissance, une réduction des inégalités et le progrès social. L'économie néolibérale, qui règne désormais dans l'ensemble du monde, se préoccupe plus de la rémunération du capital que de la répartition des revenus

Trois questions se posent :

Libéralisme économique et libertés politiques semblent peu efficaces dans les anciens pays industrialisés ; recherche du profit et interventions de l'État sans libertés politiques réussissent particulièrement en Chine. Quelle va être l'évolution ?

Le moteur de l'économie reste la demande : il faut créer toujours plus de besoins. Or les effets sur l'environnement sont négatifs (pression sur les matières premières, pollution, accès à l'eau, concurrence au niveau de l'utilisation de l'espace, etc.). Va-t-on vers une autre croissance respectueuse de l'environnement ou vers la décroissance dont il faut reconnaître qu'elle ne suscite guère d'adhésion ?

En Occident, le niveau de vie est beaucoup plus élevé qu'au début du 20ème siècle. Pourtant, le sentiment d'insatisfaction est toujours aussi grand, car chacun compare ce qu'il a avec ce qu'ont les autres. Quelle conséquence en tirer pour faire évoluer les modes de consommation ?

La faim

La libéralisation des échanges de produits agricoles, sous la pression de l'OMC, de la Banque mondiale et des pays exportateurs du Nord et du Sud, place les productions locales en concurrence avec les produits importés à bas prix.

Cela a mis en évidence la dépendance croissante de l'alimentation des populations urbaines aux produits importés.

La deuxième question est celle de l'accès à la terre alors que la concurrence se développe à la fois pour l'usage de la terre entre les villes, les infrastructures, les mines et les industries et pour la propriété (ou le

droit d'usage) de la terre entre les petits paysans, les entreprises agro-industrielles, les pays ou les fonds souverains qui achètent des terres pour produire et exporter et les spéculateurs.

L'environnement

Le rôle de la société civile est ici primordial pour :

.expliquer les enjeux et faire pression sur les gouvernements ;
.explorer des modèles de consommation fondés non sur l'avidité mais sur une austérité choisie. Ce changement de comportement ne peut être atteint sans une conversion des individus qui doivent privilégier "l'être plus" à "l'avoir plus".

Les droits de l'homme

La construction des droits de l'homme est fragilisée par un relativisme : Les droits de l'homme ? Oui, mais les cultures doivent être respectées ; oui, mais le développement d'abord ; oui, mais le terrorisme doit être vaincu. Le fait que les pays les plus en pointe pour promouvoir les droits de l'homme ait eu recours délibérément à la torture après le 11 septembre pour lutter contre le terrorisme a considérablement nuit au respect des droits. Au nom du développement, les droits économiques, sociaux et culturels des plus pauvres sont bafoués : expulsion des paysans de leur terre, des habitants de leur logement sans compensation.

L'Association 4D pour éclairer les enjeux lors de la conférence de Rio

Tiré de l'encyclopédie de DD. Un contenu plus détaillé peut être consulté sur le lien :

<http://www.encyclopedie-dd.org/encyclopedie/developpement-durable/mondialisation-et-convergences-des.html>

L'enjeu de ce XXIème sera de tracer la voie d'un développement réussi pour tous, et donc réussissant à concilier les équilibres, à la fois entre les hommes, entre les pays et avec les écosystèmes.

Les défis à relever

Amorcer ce changement de civilisation nécessitera que la communauté internationale relève les défis suivants :

- L'éradication de la pauvreté et la réduction des inégalités

Et cela, sous peine de sombrer dans de graves crises politiques et sociales, alors même que l'on constate l'incapacité des États développés et en développement, malgré la croissance globale, à coopérer pour tenir les engagements des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), que les inégalités s'aggravent et que la faim touche encore près d'un milliard d'habitants.

- Le respect des équilibres écologiques, la protection de la biodiversité et une stabilisation du climat, ainsi que l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement, à l'énergie et à l'alimentation .

Cela passera par la construction de cadres au niveau local, régional, national et mondial adéquat, respectant le principe d'une responsabilité partagée mais différenciée concernant la dégradation de l'environnement mondial. Il est essentiel que ce cadre garantisse que les engagements pris par les États à partir d'objectifs adoptés en commun soient effectivement appliqués.

- La reconnaissance d'une responsabilité universelle

Résoudre ces questions planétaires ne pourra se faire sans la reconnaissance préalable et unanime d'une « responsabilité universelle » de tous : à la fois des pays les plus riches vers les plus pauvres, de chaque individu envers son semblable, d'une génération envers la suivante, mais également de l'humanité envers sa planète.

- La modification des modes de production et de consommation

Cette transformation passe par l'adoption de nouveaux modes de vie, de nouvelles valeurs, incluant à la fois le respect des équilibres écologiques, la bonne gestion des ressources. C'est là la condition d'accès de tous à de meilleures conditions de vie et donc de la paix.

- La gestion des ressources naturelles et la stabilisation des prix des ressources alimentaires et des matières premières.

Cette gestion, du fait de la profonde interdépendance des économies, relèvent d'une gouvernance planétaire. Faute de cela, les tensions sur les marchés des produits agricoles, de l'énergie et des matières premières auront un effet d'éviction sur les pays et les catégories les plus pauvres. L'accès aux services et biens essentiels peut aussi être pensé dans des logiques hors marché. Cela doit s'accompagner par la

garantie assurée partout de conditions de travail décentes, telles que définies par l'Organisation Internationale du Travail.

- La lutte, au niveau international, contre la crise sanitaire face à l'actuelle augmentation des maladies chroniques sur l'ensemble de la planète.

Ces dernières ont supplanté les maladies infectieuses au siècle dernier. Cette crise impacte l'ensemble du champ social et met en péril les systèmes de santé et d'assurance maladie là où ils existent.

- La mise en place au plan international d'une régulation qui couvre les différentes mondialisations.

C'est-à-dire toutes les composantes du développement durable : économiques, sociales et environnementales. L'actuelle instabilité financière perdurera tant que des règles n'auront pas été adoptées au niveau international pour moraliser la finance et mettre en place les pare-feu nécessaires pour décourager la spéculation. Cette régulation doit être concertée, autant à l'échelon local que régional, national et international. Le monde a besoin d'une gouvernance qui crée des liens forts de réciprocité entre ces strates pour un développement réussi. Cette nécessité de régulation couvrant l'économie, le social et l'environnement nécessite de renforcer les politiques de développement durable.

- La mise en place de cadres démocratiques offrant à chacun des perspectives de qualité de vie, d'expression, d'émancipation et d'épanouissement.

La nécessité de transformer en profondeur les comportements individuels et les choix collectifs ne pourra se faire sans une plus grande participation de chacun à l'élaboration des politiques et à leur mise en œuvre. Le développement des nouvelles technologies de communication devrait contribuer à cette avancée démocratique.

- Le renforcement de la gouvernance mondiale du développement durable dans le cadre des Nations Unies.

La Conférence de Rio 2012 doit poser les fondements d'un processus permettant une gestion collective de la planète, dans un cadre équitable et permettant de répondre aux aspirations individuelles vers un développement durable.

Compilation réalisée par Michel BARNAUD